



SVBB
ASCP
ASCP

Schweizerischer Verband der Berufsbeistandspersonen
Association suisse des curatrices et curateurs professionnels
Associazione svizzera delle curatrici e dei curatori professionali

03/2021

Udligenswil, le 18 mai 2021

Chers collègues,

Enfin : selon l'intention du Conseil fédéral, 100 personnes devraient à nouveau pouvoir se réunir à partir du 31 mai 2021; et avec un peu de positivisme, 250 les 6/7 septembre 2021 ? Voici donc les perspectives actuelles liées à la Covid-19, clairement plus réjouissantes qu'il y a quelques mois. Il y a deux ans encore, aucun d'entre nous n'aurait en effet pu imaginer que l'organisation de nos Journées d'études PEA 2021 pourrait être compromise.

Les travaux relatifs à la première évaluation de l'enquête nationale de l'ASCP sur la situation professionnelle des curatrices et curateurs professionnels en 2021 sont presque achevés. Aujourd'hui déjà, nous pouvons faire état d'une participation record de près de 1'400 curatrices et curateurs professionnels. Au terme de cette première analyse, nous présenterons les principaux résultats lors des Journées d'étude PEA prévues en septembre 2021.

Le calendrier de publication des recommandations de la COPMA sur l'organisation des curatelles professionnelles est toujours ouvert; le résultat n'a pas encore été officiellement communiqué.

Ces informations et d'autres issues du monde de la protection de l'enfant et de l'adulte sont présentées ci-après :

Contenu :

- | | |
|---|---|
| A) Nouvelles de la protection de l'enfant et de l'adulte
➤ <i>Perspectives/informations sur les Journées d'étude 2021</i> | C) Conseils juridiques et pratique du Tribunal fédéral dans le domaine de la PEA |
| B) Informations sur le travail du Comité et nouvelles internes | D) Manifestations |
| | E) Références littéraires |

A) Nouvelles de la protection de l'enfant et de l'adulte

1) Enquête nationale sur la situation professionnelle des curatrices et curateurs professionnels 2021

Depuis notre dernier [mailing_02/2021](#) du 26 février, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts ! Après la finalisation de l'enquête début avril, la société Ecoplan, chargée de la réalisation de l'enquête, a pu faire état d'une participation record extraordinaire : sur les quasiment 2'000 curatrices et curateurs professionnels contactés directement, Ecoplan a reçu 1'364 réponses à l'enquête. Cela représente un taux de participation record de 58% - par rapport au nombre total estimé de 2'300/2'400 personnes en Suisse; soit 68% de la totalité des personnes contactées.

Les résultats de l'évaluation d'EcoPlan pourront ainsi assurément être qualifiés de très représentatifs et significatifs. Nous serons heureux de vous fournir davantage d'informations à ce sujet lors de nos Journées d'étude des 6/7 septembre. Il est également prévu de discuter des résultats de l'enquête avec les membres intéressés et groupes régionaux de l'ASCP lors d'un échange régional en novembre 2021 (la date reste à définir; cf. ch. A-7).

2) Recommandations de la COPMA sur l'organisation des curatelles professionnelles

Le groupe de travail de la COPMA a entre-temps achevé ses travaux en livrant une version révisée au comité de la COPMA (pour notre consultation ASCP, cf. [informations sur notre site web](#) et le résumé au [ch. 1 du mailing ASCP 06/2020](#)). En tant que participant actif du groupe de travail, notre membre du Comité de l'ASCP, le vice-président Dominic Frei, a informé le Comité du calendrier approximatif selon lequel la COPMA devrait décider de la version finale dans le courant de l'été/automne 2021 avant de mener une large campagne d'information publique.

3) Professionnels du travail social : surcharge massive due au coronavirus (étude 2021)

Un tiers des professionnels est en passe de faire un burnout – voilà le résultat d'une étude empirique réalisée fin 2020 par l'Institut du travail social et de la santé de la Haute école de travail social FHNW (vous trouverez [le rapport complet sur les résultats](#) de l'étude sur notre site ASCP; publication en avril 2021).

« Par ailleurs, les résultats mettent en exergue de manière impressionnante que la communication entre les personnes concernées et les professionnels a considérablement changé. Ces changements sont ressentis négativement par la majorité de ces derniers » précise le document. En d'autres termes : beaucoup de personnes concernées déversent leur frustration sur les professionnels.

Selon l'enquête, les conditions de travail actuelles font qu'« un professionnel sur trois risque fortement de souffrir d'épuisement émotionnel ». En Suisse romande, une personne sur deux est concernée. L'association professionnelle suisse du travail social AvenirSocial demande donc à la Confédération et aux cantons de mettre davantage de ressources à disposition pour l'exercice du travail social.

Il n'est pas surprenant - mais alarmant - que 64% des personnes de la PEA interrogées déclarent que la fréquence des contacts avec les personnes concernées a diminué (voici [vous trouverez de plus amples informations en allemand](#)).

4) Covid-19 : répercussions et développements actuels (état 15.05.2021)

Comme le montrent clairement les informations précédentes, le virus continue d'impacter notre quotidien professionnel. A ce jour, nous avons publié des recommandations et conseils de conduite à adopter sur notre site Internet ASCP; ceux-ci sont constamment mis à jour :

- [Mailing coronavirus de l'ASCP du 7 avril 2020](#) (informations générales)
- [Mailing coronavirus de l'ASCP sur la vaccination COVID-19 du 5 janvier 2021](#)
- [Recommandations sur le droit de visite en période de coronavirus](#) de la COPMA des 03.04.20 et 11.02.2021
- [Recommandations de la COPMA sur la vaccination Covid-19 du 22.01.2021](#)
- [La vaccination obligatoire est conforme aux droits de l'homme](#) (NZZ-19.04.21 sur l'arrêt de la

CrEDH)

- [Reportage de la NZZ du 27.04.2020](#) : droit de visite en période de coronavirus (*interdictions dans les EMS – la mauvaise voie*)

5) **Projet de recherche suisse « Enfants placés en famille d'accueil – prochaine génération »**

Qu'entend-on par participation réussie des enfants placés, quelles sont les philosophies de placement existantes et quand est-il question de bon accompagnement dans les relations nourricières ? Un projet de recherche national intitulé « [Enfants placés en famille d'accueil - prochaine génération](#) » s'est penché sur ces questions centrales. La Fondation Palatin a déjà compilé de nombreux résultats et présentera les premières conclusions lors d'une conférence le 1er décembre 2020 : informations et inscriptions sur <https://pflegekinder-nextgeneration.ch/fr/>

6) **Revue de la protection des mineurs et des adultes/RMA – Actualités**

Dans la RMA 02/2021 (édition d'avril), vous trouverez notamment les articles, reportages et commentaires suivants concernant la PEA :

- *Standards de qualité pour le placement extra-familial* (explications sur les recommandations de la COPMA et de la CDAS; cf. infos détaillées pour la pratique sur notre [site web](#)).
- *Financement de l'action éducative en milieu ouvert en Suisse*
- *Première intervention après un épisode de violence domestique*
- *Reconnaissance d'un enfant/Action en désaveu de paternité de l'époux (cf. conseil juridique de l'ASCP)*

Vous n'êtes pas encore abonné(e) à la RMA ? Alors profitez de l'occasion pour souscrire un [abonnement d'essai de deux mois](#) (cf. informations supplémentaires sur notre [site internet](#)).

7) **Report de l'échange régional de l'ASCP**

Comme annoncé dans le mailing de l'ASCP 02/2021, l'échange régional avec les représentants des groupes régionaux de l'ASCP et les membres collectifs intéressés, prévu le 26 mars 2021 à Olten, a dû être reporté au 2^{ème} semestre 2021 en raison des mesures liées au coronavirus. La nouvelle date sera fixée lorsque la réalisation de l'événement pourra être considérée comme envisageable (pour l'instant il est question d'une date en novembre). Les thèmes clés devraient être les suivants :

- Répercussions des recommandations de la COPMA (cf. ci-dessus, A-2)
- Discussion des résultats de l'enquête sur la situation professionnelle des curatrices et curateurs professionnels
- Reconnaissance du titre professionnel « curatrice professionnelle/curateur professionnel ASCP »

8) **Journées d'étude PEA à Thoune**

Actuellement, nous prévoyons toujours d'organiser les Journées d'étude 2021 au Congress-Hotel Seepark à Thoune.

Réservez d'ores et déjà les 6/7 septembre 2021 (lu/ma) dans votre agenda.

Pour des raisons de planification, la décision finale de l'ASCP devra être prise par le Comité avant fin mai 2021.

A l'heure actuelle, des clarifications sont encore en cours quant au cadre et aux options permettant à l'ASCP d'organiser définitivement les Journées d'étude. Nous informerons tous les destinataires de notre mailing ASCP des résultats dans une édition spéciale début juin 2021. Par ailleurs, la préparation des Journées d'étude se déroule comme prévu; 14 des 16 intervenant-e-s ont déjà confirmé leur participation. Seul l'envoi postal habituel des documents/invitations devrait inévitablement subir un retard.

Comme vous le savez, le thème principal de l'événement est : *Les nouveaux défis dans la protection de l'enfant et de l'adulte/PEA* (cf. informations transmises à ce jour dans les mailings de l'ASCP [06/2020](#) A-3 et [02/2020](#) A-8).

Nous avons, entre autres, développé les éléments de programme supplémentaires suivants :

Comment face faire à la juridification croissante de la protection de l'enfant et de l'adulte ? A une clientèle de plus en plus encline à saisir la justice ? Comment les titulaires de mandats et APEA peuvent-ils davantage s'impliquer et apporter des solutions efficaces en matière de PEA ?

Deux exposés et un atelier sont prévus dans ce contexte :

- > solutions juridiques, par Daniela Fischer, avocate/médiatrice spécialisée dans la PEA, et
- > procédure judiciaire, par Daniel Gasser, président du tribunal du district de Rheinfelden.

A l'aide d'exemples pratiques, tous deux dresseront un tableau juridique et judiciaire qui met en exergue les pistes de solution et qui peut être appliqué aux procédures PEA.

- Avec le « théâtre actif », la compagnie PlayBack nous immerge dans sa pièce. Nous sommes en proie à des conflits avec notre clientèle qui fait preuve d'une opposition croissante et trouvons - malgré les résistances - la clé de solutions élaborées conjointement.

9) Réseau suisse des droits de l'enfant – protection de l'enfant et affaires parlementaires actuelles

En tant que membre du réseau, vous recevez régulièrement de précieuses informations sur les changements dans la protection de l'enfant. Merci de vous référer à la [liste des affaires du parlement suisse](#) mise à jour chaque trimestre (*merci de vous connecter au préalable à l'espace membres de l'ASCP afin que le lien fonctionne*).

B) Informations sur le travail du Comité et nouvelles internes

1) « Caseload converter » dans l'aide sociale (et dans la PEA ?)

Dans un article paru dans la ZESO 01/2021, la CSIAS a fourni les informations suivantes sur son projet informatique d'outil permettant de calculer la charge de travail dans l'aide sociale : [outil de la CSIAS pour calculer la charge de travail](#).

Le Comité de l'ASCP a décidé d'étudier la question du statut actuel d'un programme utilisé dans la protection de l'adulte et d'examiner les étapes ultérieures qui permettraient de le proposer également aux organisations de protection de l'enfant. *Nous remercions*

toutes les organisations de la PEA qui disposent déjà d'un programme similaire de bien vouloir [contacter l'ASCP](#).

2) Notice de l'ASCP sur les contrats de soins : compétence en matière de rédaction et décision

Dans le cadre d'une demande de conseil juridique, le Comité a décidé de rédiger une notice de l'ASCP sur la question de la compétence en matière de rédaction et de préparation des contrats de soins. En raison de plusieurs demandes et d'ambiguïtés manifestes – même au sein des APEA - une présentation générale clarifiant la situation semble utile. Nous vous informerons du résultat qui sera disponible en juin 2021 sur notre site web.

3) Interlocuteurs pour les régions et responsables des secteurs au sein du Comité

Comme annoncé dans notre [mailing 02/2021](#) (B-1), le Comité s'est nouvellement constitué. La répartition actuelle des secteurs a été adaptée et les responsabilités réaffectées. Vous êtes cordialement invité-e à signaler directement au [membre du Comité responsable](#) les thèmes régionaux ou points clés à aborder par l'ASCP.

C) Conseils juridiques de l'ASCP et arrêts/pratiques du Tribunal fédéral

Vous trouverez des contributions de notre conseil juridique et les arrêts actuels du Tribunal sur le site Internet de l'ASCP : <https://svbb-ascp.ch/fr/divers/consultation/>. En tant que membre, vous pouvez à tout moment soumettre une demande [par e-mail](#).

1) Réponses du conseil juridique de l'ASCP

Ci-après, un extrait d'un exemple de conseil actuel :

Vous trouverez les réponses de notre conseil juridique sur <https://svbb-ascp.ch/fr/divers/consultation/>;

(Merci de vous connecter au préalable à l'espace membres de l'ASCP afin que le lien fonctionne).

Wohnsitz bei Kindern – KESB-und KS-Mandats-Zuständigkeit?

Rechtsberatungsantwort vom 15. Februar 2021, Luca Maranta, lic. iur./Advokat, Basel

Stichworte: Kinder-Wohnsitz, Aufenthalt, elterliche Sorge, Pflegefamilie, Heim, Zuständigkeit, Gemeinde, KESB

I. Ausgangslage

Als Beiständin (Art. 308 Abs. 1 und 2) bin ich verantwortlich für zwei Kinder X und Y (Jahrgang 2010/2012), welche mit Entscheid der KESB (Entzug Aufenthaltsbestimmungsrecht Art. 310 Abs. 1 ZGB) vom 19.06.14 in eine Pflegefamilie in der Gemeinde B platziert wurden. Zum Zeitpunkt der Platzierung war die Mutter alleinige Inhaberin der elterlichen Sorge, weshalb der zivilrechtliche Kinder-Wohnsitz nach der Platzierung von der Mutter abgeleitet wurde; die Kinder blieben deshalb am Wohnsitz der Mutter gemeldet, bei der Einwohnerkontrolle der Gemeinde A.

Mit KESB-Entscheid vom 09.09.2014 wurde dem Vater dann ebenfalls das Sorgerecht zugesprochen, so dass ab diesem Zeitpunkt beide Elternteile das Sorgerecht für die Kinder hatten.

Das ältere Kind X musste im März 2020 aus der Pflegefamilie genommen und in eine Institution in der Gemeinde C unplatziert werden. Die Mutter zog per 01.11.2020 von der Gemeinde A in die Gemeinde D um.

Der Umzug führte zur Frage, wo sich aktuell die zivilrechtlichen Wohnsitze der Kinder befinden? Im Fall des Kindes X ist dies auch kostenrelevant, da die zivilrechtliche Wohnsitzgemeinde für die Finanzierung nach IVSE zuständig ist. Weiter stellte sich die Frage der Prüfung einer Übertragung der Beistandschaften an den neuen zivilrechtlichen Wohnsitz.

Diese Frage beantwortete das kantonale Sozialamt Thurgau: der zivilrechtliche Wohnsitz befinde sich gemäss Art. 25 Abs. 1 ZGB am Aufenthaltsort der Kinder. Grundlage für diese Aussage sei die gemeinsame elterliche Sorge.

Ich habe mich dann noch an die KESB Weinfelden gewandt. Dort bekam ich die Rückmeldung, dass sie mir keine Antwort geben können, da sie es selbst nicht wüssten. Es sei unklar, ob der Zeitpunkt der Platzierung und somit die alleinige elterliche Sorge der Mutter massgebend für die Bestimmung des zivilrechtlichen Wohnsitzes der Kinder sei, oder ob die Tatsache, dass mittlerweile die gemeinsame elterliche Sorge erteilt ist, dazu führt, dass gemäss obengenanntem Gesetzesartikel der Aufenthaltsort der Kinder der zivilrechtliche Wohnsitz ist.

II. Fragen

- 1) *Wo befindet sich bei den beiden Kinder der aktuelle zivilrechtlichen Wohnsitz?*
- 2) *Welche Zuständigkeiten bestehen bezüglich KESB und Beistandschaften?*

III. Erwägungen

1. Zunächst eine Präzisierung zur **Bedeutung des aktuellen Wohnsitzes unter der IVSE**: Die IVSE bestimmt tatsächlich den Wohnkanton als Schuldner der Leistungsabgeltung. Dieser Wohnkanton wird grundsätzlich als derjenige Kanton, in welchem das Kind seinen aktuellen zivilrechtlichen Wohnsitz hat, definiert (Art. 4 lit. d IVSE). Diese Anknüpfung an den aktuellen Wohnsitz des Kindes erfährt aber bei Einrichtungen, die unter den Bereich A der IVSE fallen, eine Ausnahme: Falls ein Kind mit dem Aufenthalt oder während des Aufenthaltes in der Einrichtung einen zivilrechtlichen Wohnsitz am Ort der Einrichtung begründet, ist der letzte von den Eltern abgeleitete Wohnsitz massgebend. In diesem, uns interessierenden Fall muss also der Kanton des letzten von den Eltern abgeleiteten zivilrechtlichen Wohnsitzes die Kostenübernahmegarantie leisten (Art. 5 lit. 1bis IVSE).
2. Selbst wenn das Kind also am Ort der Einrichtung seinen Wohnsitz hätte, bliebe für die Finanzierung der **letzte von den Eltern abgeleitete zivilrechtliche Wohnsitz** entscheidend (vgl. Ziff. 1). **Also die Gemeinde A**. Der Kanton, in welchem diese Gemeinde liegt, muss also die Kostenübernahme-Garantie tätigen. **Etwas anderes gälte nur, sofern die Einrichtung nicht dem Bereich A der IVSE zufallen würde** (was noch zu überprüfen wäre).
3. Im Gegensatz zur IVSE **im Kinderschutz grundsätzlich der aktuelle Wohnsitz für die örtliche Zuständigkeit von Bedeutung** (vgl. Art. 315 Abs. 2 ZGB). Anders als es die KESB Weinfeld zu suggerieren scheint, **gibt es im Kinderschutz keine «Perpetuierung» der zivilrechtlichen Wohnsitzung bzw. Zuständigkeit für die Führung der Beistandschaft** (eine solche «perpetuatio fori» gibt es «nur» im Rahmen von Verfahren vor der KESB, z.B. wenn die Behörde über die Anpassung der Massnahme befinden würde). Deshalb ist im Folgenden zu prüfen, wo der aktuelle zivilrechtliche Wohnsitz der Kinder liegt (festzuhalten bleibt aber, dass ein allfälliger Wohnsitzwechsel so lange keine Auswirkungen auf die Zuständigkeit zur Führung der Massnahme hat, bis die KESB die Massnahme übertragen hat, BK-Affolter-Fringeli/Vogel, Art. 315 – 315b N 60).
4. Der zivilrechtliche Wohnsitz eines Kindes leitet sich vom Wohnsitz der Inhaber der gemeinsamen elterlichen Sorge ab (Art. 25 ZGB). ... Vielmehr ist die faktische Obhut relevant (BSK ZGB I-Staehelin, Art. 25 N 4; KuKo ZGB-Hotz/Schlatter, Art. 25 N 1).
5. Teilweise weisen die Behörden diese faktische Obhut zu. Sollte dies vorliegend der Fall gewesen sein, bestimmt sich die «Obhut» i.S.v. Art. 25 ZGB nach dieser behördlichen Zuteilung. **Die nachfolgenden Ausführungen beziehen sich ausschliesslich für den Fall, dass die KESB im Rahmen der Errichtung der elterlichen Sorge keine explizite behördliche Zuteilung der Obhut an den Vater vorgenommen hat** (ansonsten hätten die Kinder Wohnsitz am Wohnsitz des Vaters).
- 6-8 ...
9. ... Weil damit davon auszugehen ist, dass das ältere Kind am Ort der Einrichtung – wenn nicht nur kurz dort – seinen Wohnsitz begründet, ist die Massnahme grundsätzlich an die **KESB** zu übertragen, **welche für den Ort zuständig ist, in welchem die Institution gelegen ist** (was mit der Zuständigkeit der KESB am Aufenthaltsort gemäss Art. 315 Abs. 2 ZGB übereinstimmt).

IV. Fazit und zusammenfassende Antworten

- 1) *Wo befindet sich bei den beiden Kinder der aktuelle zivilrechtlichen Wohnsitz?*
 - a) Besteht keine behördliche Regelung über die faktische Obhut, so knüpft der Wohnsitz der beiden Kinder nur dann am Wohnsitz eines Elternteils an, bei welchem das Kind tatsächlich wohnt. Keiner der Elternteile wohnt mit dem Kind zusammen, weshalb der Wohnsitz der Eltern hier demnach nicht entscheidend ist.
 - b) Das ältere Kind X hat am Ort der Einrichtung seinen Wohnsitz begründet (etwas anderes würde nur gelten, wenn diese Unterbringung nur kurze Zeit dauert). Weil sich der Wohnsitz des Kindes X also prinzipiell am Ort der Einrichtung befindet, ist die Massnahme grundsätzlich an die **KESB** zu übertragen, **welche für den Ort zuständig ist, in welchem die Institution gelegen ist**.
 - c) Für das jüngere Kind Y ist nach Art. 25 Abs. 1 in fine ZGB für seinen Wohnsitz dessen Aufenthaltsort massgebend ist. Der aktuelle zivilrechtliche Wohnsitz des jüngeren Kindes befindet sich demnach bei der Pflegefamilie. Die **KESB am Ort der Pflegefamilie ist also für das jüngere Kind Y örtlich zuständig**.

2) Welche Zuständigkeiten bestehen bezüglich KESB und Beistandschaften?

Die zuständige KESB bestimmt auch die Beistandschaft bzw. Massnahmen (vgl. obige Antworten).

Vous trouverez, ci-après, le lien pour accéder à la réponse complète du conseil juridique pour cet exemple actuel : [espace membre ASCP](#) (veuillez noter que ce lien direct ne fonctionne que lorsque vous êtes déjà connecté(e) à l'espace membre de l'ASCP.)

> Réponses du conseil juridique réservées exclusivement aux membres sous : <https://svbb-ascp.ch/mitgliederbereich/rechtsberatung/>

> Réponses du conseil juridique en accès libre sous : <https://svbb-ascp.ch/fr/droit-de-la-filiation/consultation/>

2) Arrêts du Tribunal / pratique du Tribunal fédéral (pratique TF)

(resp. arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme CrEDH)

Vous trouverez dans l'espace membre de l'ASCP une sélection d'[arrêts actuels liés à la pratique du TF](#).

Pratique TF 07/2020:

Praxis-Änderung:

Die Ehe gibt für Frauen keinen automatischen Unterhaltsanspruch mehr

> Auswirkungen auf Mandats-Praxis

Bundesgerichtsurteil 5A_800/2019 vom 09.02.2021 – BGE-Publikation / [BGer 5A 800/2019 vom 09.02.2021](#)

Stichworte: Scheidung, Unterhaltsanspruch, Zumutbarkeit von Erwerbsarbeit, zumutbares Einkommen

I. Kurzbeschreibung

A. Frau A. (geb. 1974) und Herr B. (geb. 1949) heirateten am 8. März 2002 und leben seit Dezember 2015 getrennt. Sie haben einen Sohn C. (geb. 2005).

B. Mit Eheschutzentscheid des Kreisgerichts Rheintal vom 15.8. 2016 wurde der Ehemann zu monatlichen Unterhaltsbeiträgen von Fr. 1'800.-- für den Sohn und von Fr. 10'000.-- für die Ehefrau verpflichtet. Diesen Entscheid bestätigte das angerufene Kantonsgericht St. Gallen am 20. April 2017.

Im Januar 2018 reichte der Ehemann beim Kreisgericht Rorschach die Scheidungsklage ein. Das gleichentags eingereichte Begehren um Herabsetzung der im Eheschutzverfahren festgesetzten Unterhaltsbeiträge wies das Kreisgericht mit Massnahmeentscheid vom 17. Oktober 2018 ab.

In teilweiser Gutheissung der Berufung des Ehemannes setzte das Kantonsgericht mit Entscheid vom 30.8.2019 folgende Unterhaltsbeiträge fest: für den Sohn C. Fr. 1'900.- pro Monat (... etc.) für die Ehefrau zunächst Fr. 4'600.- und ab Dezember 2021 noch monatlich Fr. 4'400.-.

C. Dagegen führte die Ehefrau beim Bundesgericht Beschwerde mit den Begehren um höheren Barunterhalt für C. und um Abweisung der übrigen Berufungsanträge des Ehemannes (bzw. die Bestätigung des ursprünglichen Kreisgerichts-Entscheidung zu den Abänderungsbegehren im Berufungsverfahren).

II. Zusammenfassung des Urteils

(teilweise aus NZZ vom 12. März 2021)

Zusammenfassung/NZZ-Berichterstattung zu den Ausführungen des Bundesgerichts (zum Original: vgl. [SVBB-Website, Seite 2 ff.](#)):

Sicherer Hafen? Die Ehe ist für Frauen keine Lebensversicherung mehr

In einer ganzen Reihe von bemerkenswerten Urteilen läutet das Bundesgericht eine neue Ära im Familienrecht ein. Geschiedene Frauen müssen ihren Lebensunterhalt vermehrt selbst verdienen.

Gleichheit zwischen Vätern und Müttern: Das Bundesgericht revolutioniert die Ehe

«Hey, Männer, das neue Unterhaltsrecht ist ein Fortschritt!», frohlockte Markus Theunert, oberster Männer-Lobbyist, Anfang 2017 in einem Blog-Beitrag für den «Tages-Anzeiger». ...

An den Gerichten wollte dieser «Fortschritt» indes nie so recht ankommen. Allzu oft sahen Richterinnen und Richter die Ehe immer noch als klassische Versorgungsinstitution: Den Mann drängten sie nach einer Scheidung in die Rolle des Versorgers, während sich die Frau um die Kinder zu kümmern hat. Für die Frau bedeutete dies zwar, dass sie von ihrem Ex-Mann finanziell abhängig wurde. Allerdings hatte sie so aber oft ausgesorgt, manchmal gar bis zur Pensionierung. Männer hatten bei Trennungen oder Scheidungen meist das Nachsehen – modernes Unterhaltsrecht hin oder her.

Doch damit hat das Bundesgericht nun Schluss gemacht. In einer Serie von bemerkenswerten Urteilen macht es klar: Wer sich trennt oder scheiden lässt, muss fortan primär für sich selber sorgen. Insbesondere Frauen können sich nicht mehr darauf verlassen, dass die Ehe einer Lebensversicherung gleichkommt.

Alter schützt nicht vor Arbeit

Zunächst hat das Bundesgericht die sogenannte «45er-Regel» aufgegeben: *War ein Ehepartner während der Ehe nicht berufstätig und bei der Scheidung mindestens 45 Jahre alt, so mutete ihm das Gericht bisher den beruflichen Wiedereinstieg nicht mehr zu. ...* Neu muss laut den Richtern ... davon ausgegangen werden, dass die Wiederaufnahme einer Arbeit zumutbar ist – soweit überhaupt eine Möglichkeit besteht und keine «Hinderungsgründe», etwa kleine Kinder, vorhanden sind. Pflegepersonal, zum Beispiel, sei derzeit stark gesucht, während es im Informatikbereich ungleich schwieriger sei, nach längerer Abwesenheit beruflich wieder Fuss zu fassen.

Das neue Scheidungsrecht postuliert das Prinzip der Eigenversorgung: Ist eine Frau gesund, hat sie eine Ausbildung, vielleicht gar eine Weiterbildung, spricht sie die jeweilige Landessprache, steht sie nicht kurz vor der Pensionierung und lässt es der Arbeitsmarkt zu, soll sie ihr eigenes Geld verdienen, so die Richter in Lausanne. Wer sich allen zumutbaren Anstrengungen für eine berufliche Wiedereingliederung verweigert, muss sich ein fiktives Einkommen anrechnen lassen und erhält so weniger Unterhalt. Im konkreten Urteil kam das Bundesgericht zum Schluss, die Frau habe sich nach der Scheidung zu wenig bemüht, wirtschaftlich selbstständig zu werden – obwohl schon früh klar gewesen sei, dass der gemeinsame Haushalt aufgelöst werde. Zum Zeitpunkt der Trennung war die Frau 44 Jahre alt, bei der Scheidung 50.

Nicht automatisch Anspruch auf Unterhalt

In einem anderen Urteil hat das Bundesgericht den Begriff der «lebensprägenden Ehe» aufgeweicht. ...

Unterhalt wird nun einheitlich berechnet

Deshalb hat das Bundesgericht nun auch in diesem Bereich Nägel mit Köpfen gemacht und eine einheitliche Berechnungsmethode festgelegt. ...

Doch was bedeuten all diese Neuerungen konkret? Klar ist: Das Bundesgericht forciert die *Gleichstellung von Müttern und Vätern und will den sich wandelnden Familien- und Erwerbsmodellen gerecht werden. Zudem anerkennt es, dass jede Familie individuell organisiert ist. Dies soll die Rechtsprechung auch im Falle einer Trennung oder Scheidung berücksichtigen und nicht mehr nur nach starren und teilweise überholten Regeln urteilen. Entscheidend sind die Umstände des Einzelfalls.*

Die Rechtsprechung des Bundesgerichts stärkt insbesondere «egalitäre» Beziehungen, also solche, in denen sich Mann und Frau sowohl Erwerbsarbeit als auch Haushalt und allfällige Kinderbetreuung teilen.

... Das Bundesgericht lehnte die Beschwerde der geschiedenen Frau deshalb ab und bestätigte den Kantonsgerichtsentscheid.

III. Folgerungen für die Praxis

Das zitierte Urteil (vgl. die Haupt-Erwägungen und den vollen Wortlaut des BGer-Urteils unter Ziff. V am Schluss der [Website-Fassung im SVBB-Mitgliederbereich](#)) stellt in dreierlei Hinsicht die neue, heutige „Unterhalts-Bundesgerichtspraxis“ dar, für

- die „Veränderung der Verhältnisse“,
- den Methodenpluralismus bei der für Unterhaltszahlungen massgebenden Einkommensermittlung
- und auch für die Zumutbarkeit der Aufnahme einer Erwerbstätigkeit der früheren Ehefrau.

Die (nunmehr neue) *konsequente Anrechnung von zumutbarem Einkommen bei der früheren Ehefrau und Mutter* durch das Bundesgericht – wie vom Gesetzgeber im neuen ZGB-Unterhaltsrecht in den Art. 122 ff. per 2017 vorgesehen – führt dazu, dass die Gerichte de facto eigentlich keine gleichbleibenden Unterhaltsrenten bis zur Pensionierung für die Ehefrau zusprechen dürften; das stellt eine deutliche **Korrektur der bisherigen langjährigen Gerichts-Praxis** dar.

Mit der damit auch „bundesgerichtlich“ bestätigten *neuen Unterhaltsrechts-Regelungen* für die vormalige Ehefrau wird es zu einem strengeren Massstab kommen (insb. müssen die Gerichte in

jedem Fall das zumutbare Einkommen für die geschiedene Frau ausdrücklich prüfen und festlegen; vgl. Art. 125 ZGB).

Daraus lassen sich (immer nach Absprache mit der betroffenen Person oder/und je nach mutmasslichem Willen) die vor allem zwei Folgerungen für die Beistandspraxis ziehen (vgl. [BGer-Praxis 07/2020 im Mitgliederbereich; Seite 6](#)).

Vous trouverez, ci-après, le lien pour accéder à l'arrêt complet du TF : [espace membres ASCP](#) (veuillez noter que ce lien direct ne fonctionne que lorsque vous êtes déjà connecté(e) à l'espace membres de l'ASCP). Dans la section du site web réservée aux conseils juridiques, vous accéderez aussi à d'autres arrêts du TF/explications liées à la pratique du TF.

D) Manifestations

• **Report: échange ASCP avec les groupes régionaux – 26 mars 2021**

L'échange de l'ASCP prévu le 26 mars 2021 à Olten avec les groupes régionaux et membres collectifs de l'ASCP est reporté au 2^e semestre 2021. La nouvelle date sera communiquée en juin 2021. Vous trouverez de plus amples informations à partir du 15 juin 2021 également sur le site Internet : <https://svbb-ascp.ch/fr/actualite/informations/>

• **Regionalgruppe Zentralschweiz/ZVBB**

Die ZVBB-Herbsttagung ist vorgesehen für den Donnerstagnachmittag, **21. Oktober 2021** zum "Umgang mit psychisch kranken Menschen", Referentin Dr.med. Kerstin Gabriel Felleiter, Leiterin Ambulatorium LUPS
Weitere Information und Anmeldungen über:
Bernadette Egli (SD Sarnen): Fax 041 666 35 10, bernadette.egli@sarnen.ow.ch

• **Regionalgruppe Ostschweiz/OVBB**

Die nächsten "Wiler Tagungen" sind vorgesehen am
- [Donnerstag, 3. Juni 2021](#) zum Thema: *Begleitbeistandschaft – das ungeliebte Kind* (Referent: Prof. Daniel Rosch), *inkl. OVBB-Mitgliederversammlung 2021*, sowie am
- [Donnerstag, 11. November 2021](#) zum Thema: *Spannungsfeld Platzierung – Rückplatzierung von Kindern* (Referentin: Psycho- und Familientherapeutin Irmela Wiemann)
Weitere Informationen und Hinweise zur Anmeldung finden Sie auf der [OVBB-Website](#)

• **Regionalgruppe Basel/VBBRB**

VBBRB-Treffen: Weitere Angaben unter: <https://www.vbbrb.ch/de/>

• **Regionalgruppe Aargau/VABB**

Am **4. Juni 2021** findet die *Mitgliederversammlung* (1330-1700 Uhr) und nächste Tagung des VABB statt zum Thema „Was lange gärt, wird endlich Wut“ (08-12 Uhr).
Hier finden Sie dazu [weitere Informationen](#) sowie ergänzende Angaben zum VABB und die Möglichkeit zur Anmeldung auf: <https://www.vabb-aargau.ch>

• **Wallis et Groupe latin:**

Informations sur les activités sur : www.hevs.ch/hets

• **Regionalgruppe Zürich/VBZH:**

Evtl. zur Durchführung 2021 vorgesehen: Die verschobene **Zürcher Fachtagung** vom 10. Juni 2020 zum Thema „Psychische Erkrankungen im Vordergrund“, im Volkshaus, Zürich. Weitere Informationen auch über die [Website-VBZH](#) und info@vbzh.ch.

• CSIAS:**Veranstaltungen:** <https://www.skos.ch/veranstaltungen/aktuell/>Autres informations : <https://skos.ch/>> **Bieler Tagung 2021** – am **23. September 2021** im Kongresshaus Biel zum Thema:
„*Persönliche Hilfe – Ansätze und Möglichkeiten in der Praxis*“Das Programm dazu finden Sie auf der [Website](#) der SKOS> SKOS-Weiterbildung: *Einführung in die öffentliche Sozialhilfe* am 29.06./23.11.2021
in Olten/Winterthur; Programm und Anmeldeformular sind auf der SKOS-[Webseite](#).**• HSLU: Luzerner Tagung zum Kindes- und Erwachsenenschutz vom 27. Mai 2021**Thema: „Scheitern verboten!? – Gescheiter Scheitern im Kindes- und Erwachsenenschutz“ (corona-bedingt verschobene Tagung vom 27. Mai 2020); diese wird später als Webinar durchgeführt und ersetzt durch das als Zoom-Online-Veranstaltung angebotene Thema «*Update zu Gesetzgebung und Rechtsprechung im Kindes- und Erwachsenenschutz*».Auf der [Webseite der HSLU](#) finden Sie allgemeine weitere Informationen und [Hier](#) gelangen Sie zu Tagungs-Informationen/Anmeldung und Tagungsprogrammen.**• FHNW: Fachtagung Kinderschutz vom 25. Juni 2021**> Thema: „*Frühe Förderung an der Schnittstelle zum Kinderschutz*“Hier finden Sie das [vollständige Programm](#) und hier sind Anmeldungen bereits wie folgt möglich: <https://www.kinderschutztagung.ch/anmeldung/>

> Online-Kurse der FHNW (Informationen und Anmeldung):

- Webinar am 29. Januar 2021: [Erfolgsversprechende Ansätze und Strategien für einen klugen Umgang mit Fehlern und Irrtümern im Kinderschutz \(29. Januar 2021\)](#)- Webinar am 23. April 2021: [Herausforderungen und Möglichkeiten der Teilhabe von Kindern in zivilrechtlichen Kinderschutzverfahren \(23. April 2021\)](#)**• BFH – Berner Fachhochschule: [Weiterbildungsabend am 2. Juni 2021](#) zum Kindes- und Erwachsenenschutz** (Online-Veranstaltung: 19 – 20.30 Uhr)**• Fachhochschule Luzern Soziale Arbeit – HSLU**Weitere Informationen unter: www.hslu.ch/fachtagung-kes- Eine Übersicht über die Weiterbildungen der HSLU im Jahre 2020 unter: www.hslu.ch/kes**• Fachhochschule Bern Soziale Arbeit – BFH**Eine Übersicht über die Weiterbildungen im Jahre 2020 finden sie unter: <https://www.soziale-arbeit.bfh.ch/kes>**• Fachhochschule Olten Soziale Arbeit – FHNW**Eine Übersicht über die Weiterbildungen im Jahre 2020 finden sie unter: <https://www.fhnw.ch/de/weiterbildung/soziale-arbeit>**• Fachhochschule Soziale Arbeit Zürich – ZHAW**Eine Übersicht über die Weiterbildungen im Jahre 2020 finden sie unter: https://www.zhaw.ch/de/sozialarbeit/weiterbildung/weiterbildung-nach-thema/?pk_campaign=Adwords-WB-Jahreskampagne**• Fachhochschule für Soziale Arbeit – HE-SO Valais/Wallis**Eine Übersicht über die Weiterbildungen im Jahre 2020 finden sie unter: <https://www.hevs.ch/de/hochschule/hochschule-fur-soziale-arbeit/soziale-arbeit/>

E) Références littéraires

1) Clarifications en matière de protection de l'enfant

Une étroite collaboration entre Andrea Hauri, Andreas Jud, David Lätsch et Daniel Rosch de Berne et Lucerne a donné naissance à ce nouvel ouvrage de référence sur la PEA (*en allemand*), présenté comme un « *outil d'évaluation pratique* ». Il sera publié au printemps 2021 (ISBN : 978-3-7272-2872-8, éditions Stämpfli) et a pour objectif d'assurer une meilleure qualité de la protection de l'enfant grâce à une évaluation standardisée.

2) Guide de l'ASCP pour curatrices et curateurs professionnels



Le guide pratique pour les curateurs professionnels de l'ASCP a été présenté et commercialisé pour la première fois lors des Journées d'étude 2017. Le guide est disponible en librairie mais aussi via le secrétariat de l'ASCP avec un rabais de 20%.

Une deuxième édition allemande est d'ores et déjà proposée à la vente. La **version française** est également disponible depuis juin 2018. D: ISBN 978-3-0355-0914-4 – F: ISBN 978-3-0355-1098-0.

Adresse/siège du secrétariat général

Le comité a décidé fin 2020 de transférer le bureau du secrétaire général Markus Odermatt à Udligenswil (c'est-à-dire aussi le siège de l'ASCP). La nouvelle adresse depuis le début de l'année 2021 est : *Schützenmatt 13, 6044 Udligenswil. Les numéros de téléphone restent inchangés.*

... et pour terminer :

Les bons souvenirs portent notre vie.

(proverbe japonais)

... mais nous devons aussi initier les événements propices à générer de tels « souvenirs » !

Dans cet esprit, nous espérons pouvoir organiser les **Journées d'étude PEA des 6/7 septembre 2021**. ... Ci-après une [grande rétrospective en images de nos dernières Journées d'étude de l'ASCP 2019](#) !

Prenez soin de vous et n'oubliez pas : C'est ensemble que l'on profite le mieux de la vie.

SVBB
ASCP
ASCP



Schweizerischer Verband der Berufsbeistandspersonen
Association suisse des curatrices et curateurs professionnels
Associazione svizzera delle curatrici e dei curatori professionali

Impressum :

Monbijoustrasse 22, case postale, 3001 Berne
Téléphone 031 311 51 44, Fax 031 311 51 45

Secrétariat de l'ASCP-SVBB, Markus Odermatt

> NOUVEAU : Schützenmatt 13, 6044 Udligenswil
E-mail: info@svbb-ascp.ch

Le secrétariat est en règle générale joignable au **031 311 51 44**, **mardi** et **vendredi** de 08h30 à 12h (vous pouvez laisser un message sur le répondeur ou envoyer un e-mail).